

Unité départementale de Rouen-Dieppe
1, rue Dufay
76100 ROUEN

ROUEN, le 24/11/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/07/2022

Contexte et constats

Publié sur



GARDET ET DE BEZENAC

582, rue des Tilleuls
Lieu-dit Le Gal
76970 GREMONVILLE

Références : UDRD.2022.11.CD.16.SB.BrJ
Code AIOT : 0005805127

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/07/2022 dans l'établissement GARDET ET DE BEZENAC implanté 582, rue des Tilleuls Lieu-dit Le Gal 76970 GREMONVILLE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GARDET ET DE BEZENAC
- 582, rue des Tilleuls Lieu-dit Le Gal 76970 GREMONVILLE
- Code AIOT : 0005805127
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Ied : Oui

Dans le cadre du programme de suivi des installations classées pour l'année 2022, l'inspection s'est rendue le 19 juillet 2022 sur le site de la société GARDET ET DE BEZENAC situé au n° 582, rue des Tilleuls à GRÉMONVILLE (76970), autorisée par arrêté préfectoral du 23 juillet 2020 pour l'exploitation:

- d'installations de stockage, dépollution et démontage de véhicules hors d'usage ;
- de tri, transit et regroupement de déchets, de valorisation des déchets plastiques ;
- de démantèlement d'unités ferroviaires ;
- de traitement de pièces recouvertes de peinture au plomb ou d'amiante et ;
- de déchetterie réservée aux professionnels.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Vérification de certaines prescriptions annexées à l'arrêté préfectoral d'autorisation du 23 juillet 2020 ainsi que les prescriptions indiquées dans le courrier d'acte du 2 mars 2022 suite au porter à connaissance de modification du process de la chaîne de tri de déchets non dangereux dans le bâtiment de production.
- suite de la visite d'inspection du 26 octobre 2021

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
3	Valeurs limites des concentration dans les rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 23/07/2020, article 3.2.3 et 9.2.5.1	/	Lettre de suite préfectorale demande n° 1	3 mois
5	Eaux usées industrielles	Arrêté Préfectoral du 23/07/2020, article 4.3.3.3	/	Lettre de suite préfectorale demande n° 2	38 jours
8	Activité de désamiantage des wagons et autres matériels ferroviaires	Arrêté Préfectoral du 23/07/2020, article Chp. 5.5	/	Lettre de suite préfectorale demande n° 3	1 mois
9	Déchetterie	Arrêté Préfectoral du 23/07/2020, article 5.10.2	/	Lettre de suite préfectorale demande n° 4	1 mois
10	Prévention des risques	Arrêté Préfectoral du 23/07/2020, article 7.3.2	/	Lettre de suite préfectorale demande n° 5	3 mois
11	Moyens d'intervention en cas d'accident et organisation des secours	Arrêté Préfectoral du 23/07/2020, article 7.5.2 et 7.5.3	/	Lettre de suite préfectorale demande n° 6 et observation n° 2	1 mois
13	Traçabilité et registre des déchets	Arrêté Préfectoral du 23/07/2020, article 5.1.6.2	/	Lettre de suite préfectorale demande n° 7	1 mois
14	Prévention des pollutions accidentelles	Arrêté Préfectoral du 20/07/2020, article 7.4.4	/	Lettre de suite préfectorale demande n° 8	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Suite de la visite du 26/10/21	Rapport d'inspection du 16/11/2021, Faits susceptibles d'être non-conforme n°s 1 à 3	/	Observation n° 1
2	Suite de la visite du 26/10/21	Rapport d'inspection du 16/11/2021 Observation n°s 1 à 4	/	Sans objet
4	Eaux usées sanitaires et domestiques	Arrêté Préfectoral du 23/07/2020, article 4.3.3.2	/	Sans objet
6	Valeurs limites d'émission des eaux avant rejets dans le milieu naturel	Arrêté Préfectoral du 23/07/2020, article 4.3.10.1	/	Sans objet
7	Déchets interdits	Arrêté Préfectoral du 23/07/2020, article 5.3.2	/	Sans objet
12	Dispositions communes (Articles 10 à 17)	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 10	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Concernant la modification de la chaîne de tri des déchets non dangereux dans le bâtiment de production, l'inspection note que les prescriptions indiquées dans le courrier d'acte du 2 mars 2022 sont respectées (stockage des refus de tri sur une hauteur maximale de 4 m, système de détection incendie par caméra thermique, rideau d'eau...). L'inspection a bien noté que les deux cuves de 30 m³ et 8 m³ alimentant le système d'extinction incendie du bâtiment de production étaient désormais pleines.

Toutefois, l'exploitant doit remédier au plus tard sous un délai d'un mois au dysfonctionnement de l'électrovanne d'alimentation en eau, coupée manuellement pour éviter tout gaspillage de l'eau en dehors des heures de fonctionnement de la chaîne de tri. Dans l'attente, l'exploitant s'assure quotidiennement que les cuves restent pleines d'eau.

Concernant la nouvelle tente de désamiantage, l'inspection note que l'activité est opérationnelle depuis mai 2022.

Toutefois, l'exploitant doit transmettre au plus tard sous un délai d'un mois à l'inspection, le diagnostic amiante permettant d'écarter la présence d'amiante dans les locomotives et ou motrices de TGV stockées et dont la présence a été constatée le jour de la visite sur le site en attente de découpage. Il réalisera également la mesure de fibres d'amiante dans la cuve de stockage des eaux filtrées avant la fin de l'année 2022. Les résultats seront transmis à l'inspection.

De plus, l'exploitant veillera à :

- compléter la surveillance environnementale en dehors du site conformément à son programme de surveillance en réalisant notamment des mesures dans l'air, pour caractériser la présence éventuelle d'amiante et de poussières, aux deux points de prélèvement au nord du site et au niveau de l'habitation la plus proche ;

- indiquer désormais dans le rapport annuel d'activité , le récapitulatif de toutes les analyses des rejets aqueux et atmosphériques hebdomadaires réalisés.
Les résultats seront à transmettre à l'inspection.

Concernant l'exploitation du site, l'inspection note que la toiture de l'auvent de stockage de déchets est réparée et permet désormais de rendre conforme le bâtiment de stockage de déchets dangereux au plan d'agencement du local.

Par ailleurs, il est demandé à l'exploitant :

- de procéder au plus tard sous un délai d'un mois, à la mise sur rétention de la cuve de liquides inflammables et s'assure que tout liquide susceptible de créer une pollution est associé à une rétention appropriée ;
- de transmettre dès réception le rapport Q18 de la prochaine vérification périodique de décembre 2022, qui devra conclure que les installations électriques de l'établissement ne peuvent entraîner des risques d'incendie et d'explosion ;
- de transmettre au plus tard sous un délai d'un mois à l'inspection, le registre des déchets sortants au titre de l'année 2022;
- de préciser et transmettre au plus tard sous un délai d'un mois à l'inspection, le détail des tonnages « déchetteries » au titre de l'année 2021, afin de s'assurer du respect des tonnages maximum indiqués à l'article 5.10.2.1 de l'arrêté préfectoral susvisé. L'exploitant veillera désormais à ajouter cette information dans le bilan d'activité annuel transmis à l'inspection.

Enfin, l'inspection note que des travaux d'extension du réfectoire (passant de 150 à 200 m²) sur un seul niveau seront prochainement réalisés et que les plans d'évacuation incendie seront mis à jour à cette occasion.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Suite de la visite du 26/10/21

Référence réglementaire : Autre du 16/11/2021, article Faits susceptibles d'être non-conforme n°s 1 à 3 du rapport d'inspection
Thème(s) : Autre, le bâtiment de production et stockage de batteries
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Installation de mégablocs béton (mur coupe feu) entre l'installation de production et les stockages (de déchets de plastiques, de granulats de plastiques et des déchets non ferreux) comme prévu dans l'étude de danger. Stockage des batteries dans la limite de la capacité des bacs afin de prévenir notamment les chutes de batteries. Aucune activité susceptible de générer une source d'ignition (sous une forme quelconque) à proximité de la zone à risque inflammable (ligne plastique notamment) dans le bâtiment de production.</p>
<p>Constats : L'inspection constate la présence de mégablocs béton (mur coupe feu) entre l'installation de la ligne plastique et le stockage de déchets non ferreux dans le bâtiment principal du site. L'inspection ne constate pas le jour de la visite d'activité susceptible de générer une source d'ignition (sous une forme quelconque) dans le bâtiment principal et à proximité de la zone à risque inflammable. L'inspection rappelle qu'il est interdit d'apporter du feu ou une source d'ignition sous une forme quelconque dans les zones de dangers présentant des risques d'incendie ou d'explosion, hormis pour les interventions ayant fait l'objet d'un permis d'intervention (ou permis de feu) spécifique. Enfin l'inspection constate que la limite de capacité des bacs de stockage des batteries est respectée.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Suite de la visite du 26/10/21

Référence réglementaire : Autre du 16/11/2021, article Observation n°s 1 à 4
Thème(s) : Autre, Exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Ne pas entreposer de caisses palettes au-delà de 3 hauteurs dans la zone de déchets dangereux. Réparer l'auvent de stockage des déchets dangereux au plus tard pour le 30 juin 2022. Vérifier que les conclusions de la vérification du paratonnerre sont satisfaisantes, ou prendre les mesures correctives nécessaires. Mettre à jour le plan de l'agencement du stockage des déchets dangereux.
Constats : L'inspection ne constate pas de caisses palettes entreposées au-delà de 3 hauteurs dans la zone de déchets dangereux. Cette consigne est d'ailleurs affichée dans le bâtiment. L'inspection constate que la toiture de l'auvent n'est pas réparée. Toutefois, l'exploitant confirme les travaux les 3-4 premières semaines d'août 2022 (bon de commande signé du 13 mai 2022 à l'appui) qui consiste à changer la totalité de la toiture (moins haute). Après la visite, l'exploitant a indiqué dans son courriel du 28 septembre 2022 avoir terminé les travaux (photographie à l'appui). Le rapport de vérification du paratonnerre effectuée le 10 juin 2022 ne relève aucune non-conformité et précise que les deux Bâtiments de stockage de déchets dangereux et de production sont désormais munis d'une protection de type Pointe à Dispositif d'Amorçage autotestable installée en mai 2022. L'exploitant présente le plan d'agencement du bâtiment de stockage de déchets dangereux. L'inspection constate que le panneautage pour bien identifier les produits entreposés dans le bâtiment reste incomplet. L'inspection n'a toutefois pas constaté de produits incompatibles entreposés sur une même rétention.
Observations : Observation n°1: L'exploitant veillera à afficher le plan d'agencement dans le bâtiment de stockage de déchets dangereux et à bien identifier les différents déchets entreposés par un étiquetage systématique conforme au plan d'agencement du local.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Valeurs limites des concentration dans les rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/07/2020, article 3.2.3 et 9.2.5.1
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Surveillance des rejets atmosphériques en procédant à au moins deux mesures des concentrations des paramètres (poussières et amiante) cités à l'article 3.2.3 des émissions canalisées des émissaires au cours d'une phase de désamiantage réalisé sur des unités ferroviaires ainsi qu'à chaque intervention notable sur les dispositifs de filtration des poussières. Surveillance environnementale en dehors du site en procédant à aux moins 2 mesures des concentrations sur les fibres d'amiante par an au cours d'une d'une phase de désamiantage. Respect des valeurs limites en sortie des émissaires de rejets atmosphériques issus des espaces confinés (de la tente n°1) pour l'amiante (5 fibres par litres) et les poussières (10 mg/Nm3).

Constats :

L'exploitant indique que la nouvelle tente de désamiantage des unités ferroviaires est opérationnelle depuis mai 2022. Il précise que les extracteurs d'air (de 20 000 m³/h, de 12 000 m³/h et de 5 000 m³/h) sont équipés d'une filtration à 3 niveaux en série de filtration composés d'un préfiltre (mousse filtrante), d'un filtre intermédiaire (préfiltre G4 avec cadre en carton plissé) puis d'un filtre à très haute efficacité (filtre THE H13 ou H14, filtre rigide composé d'un média en fibre de verre) pour capter les particules fines d'amiante. Un système de contrôle permet de déclencher le changement des filtres en fonction de la pression, mesurée par un manomètre (plus la pression augmente plus il faut changer les filtres). Les consignes de changement des filtres (5 à 6 fois par jour pour le préfiltre et filtres G4 et une fois par jour pour le filtre THE) sont affichées au niveau des extracteurs.

L'inspection constate que l'exploitant a réalisé 3 premières analyses au démarrage de l'activité en sortie directe d'un extracteur et dans l'environnement direct de la tente de désamiantage, ainsi qu'au niveau de la base vie par un organisme agréé le 3 mai 2022 dont les concentrations en fibre d'amiante (toutes inférieures à 4,83 fibres par litre d'air) respectent la valeur limite de 5 fibres par litre.

L'inspection constate que l'exploitant a effectué :

- dans le cadre de la surveillance des émissions canalisées des émissaires dans les zones de rejet des extracteurs d'air de la tente de désamiantage :
 - deux analyses le 31 mai et 5 juillet 2022 sur les concentrations en poussière, dont les mesures (inférieures à 0,36 mg/Nm³) respectent la valeur limite fixée à 10 mg/Nm³ ;
 - deux analyses le 8 juin et 5 juillet 2022 en sortie d'extracteurs sur les concentrations en amiante, dont les mesures (respectivement inférieures à 4,65 et à 4,85 fibres par litre) respectent la valeur limite de 5 fibres par litre ;
- dans le cadre de la surveillance environnementale en dehors du site, deux analyses sur la concentration en amiante aux points de prélèvement en limite Sud-Est du site (au niveau de l'entrée du site) sous les vents dominants dont les mesures (toutes inférieures à 4,85 fibres par litre) respectent la valeur limite fixée à 5 fibres par litre. Toutefois, le programme de surveillance environnementale proposé par l'exploitant et transmis à l'inspection le 18 décembre 2020 prévoit deux autres points de prélèvements au nord du site et au niveau de l'habitation la plus proche qui n'ont pas fait l'objet de mesure à ce jour.

Concernant l'opération ponctuelle de traitement de fours contenant des fibres céramiques réfractaires (FCR), l'exploitant indique que l'opération a débuté le 21/02/22 et s'est interrompue le 06/05/22. Une reprise est prévue la première semaine de novembre 2022 mais dans cette attente, la tente de confinement (de 100 m²) a été démontée. Il précise qu'il transmettra un rapport intermédiaire à l'inspection avant la reprise des travaux. Ce rapport a été réceptionné le 5 octobre 2022.

Demande n° 1 :

L'exploitant complète au plus tard sous un délai de 3 mois la surveillance environnementale en dehors du site conformément à son programme de surveillance en réalisant notamment des mesures sur l'amiante et les poussières aux deux points de prélèvement au nord du site et au niveau de l'habitation la plus proche. Le rapport sera à transmettre à l'inspection.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Eaux usées sanitaires et domestiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/07/2020, article 4.3.3.2
Thème(s) : Situation administrative, Traitement des eaux usées par micro station
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Attestation de conformité délivrée par le service public d'assainissement non collectif (SPANC)
Constats : L'inspection constate que le dispositif d'assainissement non collectif (micro-station d'épuration de 20 EqH) a fait l'objet de l'attestation de conformité en date du 23 juillet 2019, délivrée par le service public d'assainissement non collectif. Ce dispositif, situé en aval des filtres amiante, est composé d'un poste de relèvement, d'une fosse de 18 m ³ et d'un filtre compact de 7 m ² . Après traitement, les eaux issues de la micro-station sont dirigées vers le bassin d'incendie existant du site avant rejet dans le milieu naturel.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/07/2020, article 4.3.3.3
Thème(s) : Risques chroniques, Système de filtration des eaux de process de l'activité de désamiantage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant met en place un système de filtration des eaux de process de l'activité de désamiantage générées par les douches du SAS personnel et du SAS déchets (lavage de sacs). Ce traitement permet une filtration à une échelle de 5 µm. Les eaux filtrées sont stockées dans deux cuves (de 12,5 m³) puis dirigées (via pompes de relevage et canalisations enterrées) vers le nouveau système d'assainissement non collectif après l'analyse satisfaisante de la concentration en matière en suspension (MES). Si la concentration en MES est supérieure ou égale à 30 mg/l, les eaux sont de nouveau filtrées.</p>
<p>Constats : L'exploitant explique que les eaux filtrées issues des douches du sas Personnel et sas Matériel de la tente de désamiantage sont dirigées directement dans une seule cuve de stockage de 1000 litres avant d'être envoyées dans la micro-station du site. Selon les déclarations de l'exploitant, les filtres sont changés (procédure affichée dans le local) en fonction de leur degré de colmatage (déterminé par le niveau de pression) dès saturation 5 à 6 fois par jour pour le 50 µm, 1 fois par jour pour le 25 µm et au moins 1 fois pas semaine pour le 5 µm selon les dires de l'exploitant. Il précise que des mesures hebdomadaires en MES (matière en suspension) sont effectuées sur les eaux filtrées issues des deux SAS (personnel et matériel) juste avant leur rejet dans la cuve de stockage. Les premières mesures du 2 mai 2022 indiquent des valeurs inférieures à 2 mg/L conformes à la valeur limite de 30 mg/L. L'inspection constate le jour de la visite que les deux dernières mesures effectuées le 21 juin et 5 juillet sur les rejets après filtration en sortie du SAS Matériel indiquent des valeurs (à 7 et 11 mg/L) inférieures à la valeur limite de 30 mg/L. L'inspection constate que ce dispositif ne correspond pas à ce qui était prévu dans l'arrêté préfectoral d'autorisation, à savoir 2 cuves de 12,5 m³ de stockage pour chaque flux sas Personnel et Matériel avant d'être dirigés vers la micro-station. Le rejet est ainsi fait en continu, sans analyse préalable. En outre, l'inspection constate que l'exploitant n'a pas encore réalisé de mesure semestrielle de fibres d'amiante dans la cuve de stockage des eaux filtrées.</p> <p>Demande n° 2 : l'exploitant réalisera la mesure de fibres d'amiante dans la cuve de stockage des eaux filtrées avant la fin de l'année 2022. Les résultats seront transmis à l'inspection.</p>
<p>Observations : Observation n° 2 :</p> <p>L'exploitant veillera désormais à indiquer dans le rapport annuel d'activité, le récapitulatif de toutes les analyses de rejets hebdomadaires réalisés.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 38 jours

N° 6 : Valeurs limites d'émission des eaux avant rejets dans le milieu naturel

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/07/2020, article 4.3.10.1
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux dans le milieu naturel
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les rejets d'eaux résiduaires en sortie des séparateurs à hydrocarbures et du système d'assainissement non collectif (nouvelle micro-sation de 20 EqH) doivent respecter les concentrations maximales (en MES, DCO, DBO5, Hydrocarbures et Métaux totaux) indiquées dans le tableau de l'article 4.3.10.1. de l'arrêté préfectoral d'autorisation susvisé.
Constats : Les dernières analyses sur les rejets en sortie des séparateurs à hydrocarbure du site et de la nouvelle micro-station d'assainissement ont été réalisées le 15 décembre 2021 et n'ont pas révélé de dépassement des valeurs limites d'émission sur les paramètres indiqués à l'article 4.3.10.1 de l'arrêté préfectoral susvisé.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Déchets interdits

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/07/2020, article 5.3.2
Thème(s) : Autre, Détection de la radioactivité
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Une procédure de détection de la radioactivité et une procédure d'information et d'intervention en cas de déclenchement d'une alarme sont établies et portées à la connaissance de l'inspection des installations classées. En cas de déclenchement d'une source radioactive, le camion à l'origine du déclenchement est mis en quarantaine sur une aire spécifique (située entre le bassin de régulation et l'aire d'exploitation des ferrailles) et un périmètre de sécurité est mis en place à l'aide d'un radiomètre portable.
Constats : Par courriel du 23 mai 2022, l'exploitant a informé l'inspection du déclenchement de l'alarme de son portique de contrôle de la radioactivité sur une benne de ferraille en provenance de la déchetterie du Trait (gérée par le SMEDAR) le 20 mai 2022. La benne a été mise en quarantaine sur le site dans l'attente de l'intervention d'un bureau spécialisé le 31 mai 2022 qui a isolé et emballé la source radioactive (une pointe de paratonnerre) pour stockage provisoire sur site avant son évacuation. Le rapport du bureau d'étude a conclu que la source n'avait engendré aucun problème de radioprotection tant pour le chauffeur du camion que pour les autres personnes concernées lors de l'intervention de récupération, de caractérisation. L'inspection a constaté la présence d'un fut contenant la source radioactive isolé sur le site dans une zone délimitée et en attente de son évacuation vers une filière dûment autorisée. Après la visite, l'exploitant a informé l'inspection que la source radioactive a été évacuée dans une filière dûment autorisée le 16/09/22.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Activité de désamiantage des wagons et autres matériels ferroviaires

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/07/2020, article Chp. 5.5
Thème(s) : Situation administrative, DÉSAMANTAGE
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La société est autorisée à désamianter en moyenne 25 unités ferroviaires par mois (soit une quantité maximale de 300 unités ferroviaires par an) à compter de la notification du présent arrêté complémentaire. L'exploitant s'assure que les wagons et autres matériels ferroviaires en attente de démantèlement sont au préalable dépollués (retrait des fluides) par la SNCF puis stockés à l'intérieur du site ou sur la zone temporaire ferroviaire privée qui jouxte le site, et que les opérations de désamiantage se déroulent dans un local adapté et confiné, dans l'enceinte de l'entreprise. Les zones de curage vert sont dédiées uniquement à l'enlèvement des équipements qui ne contiennent pas et qui ne sont pas en contact direct avec l'amiante. Il ne peut non plus y être stocké des substances dangereuses susceptibles de polluer les sols. Le port des équipements de protection nécessaires est obligatoire pour les opérateurs afin d'éviter la dispersion des fibres d'amiante. Avant le démarrage des opérations, l'exploitant réalise un diagnostic amiante afin de confirmer, préciser ou écarter la présence d'amiante dans les différents composants d'une unité ferroviaire. En sortie de ligne de désamiantage, les unités ferroviaires sont cisailées et les bogies oxycoupées. Sans préjudice des dispositions du code du travail et en phase normale de fonctionnement, les locaux sont convenablement ventilés. Le débouché à l'atmosphère de la ventilation est placé aussi loin que possible des immeubles habités ou occupés par des tiers et des bouches d'aspiration d'air extérieur, et à une hauteur suffisante compte tenu de la hauteur des bâtiments environnants afin de favoriser la dispersion des gaz rejetés. Les entrées et sorties du personnel et des déchets se font par des sas de décontamination. Une zone dédiée uniquement au stockage de déchets amiantés doit être balisée. Tout emballage contenant des déchets amiantés dégradé ou déchiré doit être réparé.</p> <p>Constats : Selon les dires de l'exploitant, environ une vingtaine de caisses (unités ferroviaires) est traitée par mois. L'exploitant explique que le client, notamment la SNCF transmet à l'exploitant une attestation de dépollution des véhicules (ATS), présentée le jour de la visite par l'exploitant garantissant ainsi que les unités ferroviaires sont bien dépolluées avant leur arrivée sur le site. Ensuite, un diagnostic amiante (par une société extérieure) est réalisé sur site sur les unités ferroviaires pour s'assurer de la présence ou non d'amiante. L'exploitant n'a pas pu présenter le jour de la visite à l'inspection, le résultat d'un diagnostic amiante sur les unités ferroviaires (locomotive et /ou motrice de TGV) stockées sur le site et en attente de découpage qui selon ses dires ne contenaient pas d'amiante.</p> <p>L'inspection constate que les entrées et sorties du personnel (muni d'équipement de protection) et des déchets se font par des sas de décontamination et qu'une zone dédiée uniquement au stockage de déchets amiantés est bien balisée.</p> <p>Demande n° 3:</p> <p>L'exploitant transmet au plus tard sous un délai d'un mois à l'inspection le diagnostic amiante permettant d'écarter la présence d'amiante dans les locomotives et ou motrices de TGV stockées sur le site en attente de découpage et précise les modalités de prise en charge d'une unité ferroviaire par le prestataire en charge du diagnostic amiante au préalable à toute opération sur le site.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 9 : Déchetterie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/07/2020, article 5.10.2
Thème(s) : Situation administrative, Condition d'acceptation des déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les tonnages annuels de déchets autorisés doivent respecter les tonnages maxima indiqués dans le tableau de l'article 5.10.2.1. de l'arrêté préfectoral d'autorisation susvisé.
Constats : L'exploitant n'est pas en mesure de justifier, le jour de la visite, des tonnages « déchetteries » au titre de l'année 2021 afin de s'assurer que les tonnages maxima autorisés indiqués à l'article 5.10.2.1 sont respectés. Demande n° 5 : L'exploitant transmet au plus tard sous un délai d'un mois à l'inspection, le détail des tonnages « déchetteries » au titre de l'année 2021 afin de s'assurer du respect des tonnages maximums indiqués à l'article 5.10.2.1 de l'arrêté préfectoral susvisé. Il veillera également à ajouter cette information dans le bilan annuel d'activités transmis chaque année à l'inspection.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 10 : Prévention des risques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/07/2020, article 7.3.2
Thème(s) : Risques accidentels, Vérifications périodiques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant procède annuellement à la vérification de ses installations électriques, des extincteurs, des robinets d'incendie armés (RIA).
Constats : L'inspection constate que l'exploitant procède aux vérifications périodiques annuelles de ses installations électriques (en décembre 2021), des extincteurs (en mars 2022) et des RIA (en juillet 2022). Un test concluant sur un RIA, situé dans le bâtiment de production a été réalisé le jour de la visite afin de s'assurer du bon fonctionnement de l'équipement. L'inspection constate que l'exploitant n'a pas réalisé de nouvelle vérification de ses installations électriques afin de confirmer qu'elles ne peuvent entraîner d'incendie et d'explosion. Toutefois, l'exploitant présente la facture d'une société mandatée pour la réalisation des travaux suite aux observations relevées lors de la vérification des installations électriques de décembre 2021, justifiant la levée des observations (preuve à l'appui de l'extrait des observations annotées par le mandataire précisant les travaux réalisés transmis à l'inspection par courriel du 1 août 2022). Demande n° 6 : L'exploitant transmet à l'inspection dès réception le rapport Q18 de la prochaine vérification périodique de décembre 2022 qui devra conclure que les installations électriques de l'établissement ne peuvent entraîner des risques d'incendie et d'explosion.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/07/2020, article 7.5.2 et 7.5.3
Thème(s) : Risques accidentels, Entretien des moyens d'intervention et Ressources en eau
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant dispose de 3 réserves incendies (bassin de 250 m³, 500 m³ et 1200 m³) équipés d'aire de mise en aspiration et installées dans des zones non exposées aux effets thermiques. Le volume des bassins doit pouvoir assurer un volume nécessaire pour un débit requis de 500 m³/h pendant 2 heures.</p> <p>Constats : L'inspection constate que le registre de relevé des hauteurs des bassins n'est pas régulièrement renseigné. Toutefois, le niveau des bassins semble suffisant.</p> <p>Concernant la modification de la ligne de tri dans le bâtiment de production, l'inspection constate la présence des blocs béton, d'un rideau d'eau au niveau de l'ouverture du mur coupe-feu du bâtiment, d'un système de détection incendie par caméra thermique et que la hauteur du tas de refus de tri est en dessous de la hauteur maximale autorisée de 4 mètres. Le rideau d'eau est alimenté par une réserve d'eau de 30 m³ (situé à l'arrière du bâtiment et accessible par l'extérieur) connectée sur le réseau d'eau potable collectif et qui s'auto-alimente en cas d'utilisation selon les dires de l'exploitant. L'inspection constate la présence d'eau au niveau de l'alimentation en eau de la cuve et une autre cuve de 8 m³ qui serait utilisée pour alimenter les RIA du bâtiment de production selon les dires de l'exploitant mais cette cuve semble vide. Après la visite, l'exploitant a transmis le rapport de mise en service du système d'extinction incendie justifiant du bon fonctionnement du rideau d'eau et du remplissage des 2 cuves. Il précise que les cuves sont pleines d'eau. Toutefois, un dysfonctionnement électrique persiste sur l'électrovanne d'alimentation entraînant un rejet d'eau au niveau du trop plein. L'exploitant précise couper manuellement l'alimentation de la cuve dans l'attente de réparation.</p> <p>Demande n° 7 : L'exploitant procède à la réparation de l'électrovanne au plus tard sous un délai d'un mois et dans cette attente il s'assure quotidiennement que les cuves sont correctement pleines.</p> <p>Observations : Observation n° 3 : L'exploitant veillera à relever les hauteurs des bassins plus régulièrement et à s'assurer que la cuve de 8 m³ alimentant les RIA du bâtiment de production ainsi que la cuve de 30 m³ sont toujours pleines quotidiennement dans l'attente de la réparation de l'électrovanne d'alimentation puis tout au long de l'année et à mettre en place des moyens de contrôle du niveau d'eau dans les cuves.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 12 : Dispositions communes (Articles 10 à 17)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 10
Thème(s) : Situation administrative, Déchet
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les informations contenues dans les registres visés aux articles 1er et 2 du présent arrêté, tenus par les personnes exploitant des établissements réceptionnant et réexpédiant des déchets, assurent la traçabilité entre les déchets entrants et les déchets sortants.
Constats : L'inspection constate que l'exploitant effectue les attestations de valorisation de déchets de papiers/carton, métal, plastique, verre et bois prévue à l'article D.543-284 du code de l'environnement auprès des clients (preuve à l'appui d'un exemple d'attestation au titre de l'année 2021 transmis par courriel du 10 août 2022 à l'inspection).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 13 : Traçabilité et registre des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/07/2020, article 5.1.6.2
Thème(s) : Situation administrative, Déchets sortants
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants (déchets produits et accueillis sur le site).
Constats : L'inspection n'a pas eu le temps de consulter le registre déchets sortants du site. Demande n° 4 : L'exploitant transmet à l'inspection au plus tard sous un délai d'un mois le registre des déchets sortants au titre de l'année 2022.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 14 : Prévention des pollutions accidentelles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/07/2020, article 7.4.4
Thème(s) : Risques accidentels, Rétention
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Tout stockage fixe d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention.
Constats : L'inspection constate la présence d'une cuve contenant un liquide inflammable sans rétention. Demande n° 8 : L'exploitant procède au plus tard sous un délai d'un mois, à la mise sur rétention de la cuve de liquides inflammables et s'assure que tout liquide susceptible de créer une pollution est associé à une rétention appropriée.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois